

Type de réunion

Réunion d'arrondissement

05 Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Constat :

Les participants avancent d'emblée que trop d'élèves sortent du système scolaire avec une maîtrise de la lecture insuffisante, y compris pour l'exercice de métiers manuels utilisant de plus en plus des outils, au moins de gestion, de plus en plus sophistiqués.

Ils s'inquiètent de leur aptitude à remplacer dans les années qui viennent la généreuse tranche d'âge du « baby boom » de l'après guerre qui partira en retraite avant 5 ans.

Ils s'interrogent sur la signification de l'obtention du baccalauréat par 80% d'une tranche d'âge, alors que le pays a besoin d'un enseignement plus concert, des jeunes motivés, responsables et courageux.

Ils remarquent également que l'école ne doit pas répondre aux besoins exprimés, par les employeurs, dans le court terme, sinon le présent, mais qu'elle doit former avant tout des citoyens, vivant les valeurs communes de la République, prêts à s'adapter aux évolutions rapides de la société et, surtout, dotés de capacités de raisonnement et de sens critique.

Ils regrettent les modes ou les tendances qui aboutissent à une moindre fréquentation des filières scientifiques et techniques et un nombre insuffisant de candidats dans les filières techniques et manuelles pourtant porteuses d'emploi à moyen et long termes et de revenus supérieurs à des filières tertiaires actuellement encombrées.

Ils estiment que le système scolaire devient inégalitaire et perd de sa vocation à l'intégration sociale et à l'égalité des chances, les meilleurs professeurs obtenant l'affectation dans les « meilleurs collèges et lycées » où se concentrent les « meilleurs élèves », trop souvent issus des milieux « les plus favorisés ». Dans les collèges et lycées avec des publics plus difficiles, ils avancent que « l'égalité se transforme en uniformité », laissant par conséquent de côté les élèves les plus en difficulté.

Ils regrettent que soient dévalorisées les filières manuelles et celles de l'apprentissage, tout en ayant cependant conscience, que l'image et les revenus de ces métiers doivent être rendus plus motivantes.

Propositions :

Les enseignements en collège mais aussi dès la primaire dispersent les élèves et les empêchent ou dissuadent d'approfondir leurs bases (lire, écrire, compter, s'exprimer en phrases orales et écrites simples claires, construites et démontrant un raisonnement logique) Ils proposent que la totalité des matières soit moins un empilement de connaissances, que des outils d'approfondissement de ces bases et des moyens d'éducation au raisonnement et de l'esprit critique.

Ils suggèrent que les élèves, ayant des difficultés avec les modes d'apprentissage traditionnels, puissent bénéficier de méthodes pédagogiques faisant davantage appel au concert et soient orientés beaucoup plus tôt, vers les métiers manuels où ils pourront mieux s'exprimer et surtout trouver de nouvelles motivations par une amélioration de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

Ils pensent que les enseignements devraient prioritairement, au moins jusqu'à la 3^{ème}, être essentiellement axés sur l'acquisition et l'approfondissement des bases, l'éducation des

comportements et de la citoyenneté et, dans cette optique, l'enseignement des matières très fortement « décloisonnées » et plus « ordonnées » entre elles.

Ils confirment leur sentiment que la lecture mérite dans chacun des enseignements une place privilégiée, étant affirmé que l'école « apprend rapidement à lire, alors qu'il faudrait apprendre lentement à lire rapidement »

Plusieurs intervenants soulignent que nombre de délinquants n'ont pas connu leur père à l'âge de l'adolescence et s'interrogent sur l'insuffisance dans le monde de l'éducation de « références masculines », donc de représentation de la loi et de l'ordre social » et avancent, fréquemment, que le premier homme avec lequel ils sont confrontés est le... policier.

Ils sont unanimes à affirmer que l'école ne peut vivre et remplir sa mission sans le soutien des familles et de l'ensemble de la société et s'interrogent sur « un nécessaire retour aux réalités sociales et économiques et au bon sens » Ils demandent que les médias y contribuent fortement.

08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Constat :

S'ils se disent plutôt préservés dans une région encore rurale et de culture traditionnelle, les participants s'interrogent sur la culture ambiante qui valorise la facilité et les loisirs et non le travail, le visuel, le jeu, le zapping et non la lecture, le parler approximatif (les SMS sont à cet égard probants) et non l'écrit, le « papillonnage » et non la concentration, la compréhension et l'excuse de tous les comportements et non la sanction.

Ils s'étonnent que nombre d'élèves possédant télévision magnétoscope et console de jeux dans leur chambre puissent encore travailler un peu à leur domicile.

Ils s'interrogent sur des enfants les plus en difficulté qui n'ont jamais vu leurs parents travailler et dont le travail scolaire est souvent présenté, généralement par amertume et dépit, comme inutile puisqu'à son issue, il n'y aura que le chômage et l'exclusion.

Propositions :

Ils estiment que l'école, qui a trop longtemps vécu sans les parents sinon contre eux, , doit, avec l'aide de la société, leur rappeler leurs obligations éducatives. La plupart des participants avance qu'il est urgent de créer « une école des parents » Sans eux, l'éducation et voire même la transmission des connaissances et des valeurs communes de citoyenneté trouvent rapidement leurs limites.

Les éducateurs des parents ne peuvent être les seuls enseignants mais l'ensemble de la société civile et les médias auxquels constats, thèmes et méthodes devraient être suggérés et explicités. Il pourrait être utilement fait appel à des expériences étrangères, notamment anglo-saxonnes, germaniques ou nordiques, non pour les imiter, mais pour apprendre à mieux comprendre les méthodes françaises et, le cas échéant, pour tirer profit de leurs réussites et de leurs échecs, bien entendu en les plaçant dans leur contexte social et culturel. Et, au final, juger les méthodes françaises de façon constructive.

Ils insistent très fortement, et de façon quasi unanime, sur la nécessité des évaluations et notations, mais aussi pour une majorité d'entre eux sur le classement, à l'image de ce qui se passe dans la société civile.

18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Constat :

La décentralisation, si elle est jugée très positive pour les collèges et les lycées par l'apport de financement des collectivités locales que l'Etat, il y a 20 ans, n'était pas à même d'apporter, il est constaté de fortes disparités entre départements et régions selon les financements qu'ils décident ou peuvent apporter.

Ils s'interrogent aussi sur la disparité des politiques de dotation de moyens pédagogiques, notamment en informatique.

Mais généralement, les intervenants, hors les élus locaux, ne distinguent pas clairement décentralisation et déconcentration et la répartition des missions entre conseils général et régional, académie, rectorat et ministère.

Ils soulignent que, si la région doit se considérer comme relativement favorisée par son corps enseignant, celui-ci vit trop en vase clos et que le système éducatif gagnerait à s'ouvrir, y compris en faisant appel à des professeurs étrangers.

Propositions :

Il est proposé aussi bien par les représentants du monde économique que certains élus locaux qui indiquent ne pas comprendre le mode de gestion trop administratif et centralisé de la gestion des collèges et des lycées, une très forte déconcentration sur les chefs d'établissement et une plus forte responsabilité de ceux-ci sur les personnels qui devraient être réellement placés sous leur autorité.

Ils estiment majoritairement que les collèges et lycées ne disposent pas assez de médecins, psychologues et assistantes sociales mais s'interrogent sur la nécessité d'une spécialisation en milieu scolaire. Ils verraient davantage, par souci de cohérence de leurs actions souvent concentrées sur les enfants de familles suivies par ailleurs et de bonne gestion des déplacements, une extension de leurs compétences par « décloisonnement et décentralisation » au profit des conseils généraux.

Les élus locaux présents regrettent la sous-utilisation de certains moyens coûteux mis à disposition d'écoles et proposent la création ou l'activation de réseaux d'écoles dans le cadre de RPI élargis.

L'unanimité s'exprime clairement pour que l'Etat garde la maîtrise de la formation et de la gestion des enseignants.

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Dans cette ville de moins de 10 000 habitants mais épice de Pays de 120 000 habitants, à l'habitat dispersé mais dense dans un département à dominante rurale, ont participé au débat 65 personnes, d'origines très diverses : élus locaux, parents, médecins, avocats, une femme issue des gens du voyage, nombre de chefs d'entreprise et plusieurs délégués des organismes consulaires et de branches professionnelles. Ce pays est relativement épargné des dérives urbaines (délinquance plus faible que la moyenne nationale des départements ruraux chômage inférieur aux moyennes régionale et nationale) et bénéficie de nombreuses activités de production de biens, d'activités touristiques fortes et de plus en plus étalées dans l'année, mais souffre encore d'une relative sous-représentation du secteur tertiaire. L'agriculture y perd une partie de sa force économique mais marque encore fortement les mentalités.

Trois priorités pour l'École

1 Valoriser le travail manuel et davantage l'utiliser comme outil pédagogique, notamment pour les élèves les moins doués pour l'abstraction.

2 Recentrer le primaire sur l'acquisition et l'approfondissement des « fondamentaux » et poursuivre en collège en diminuant les matières et la masse des connaissances obligatoires, mieux coordonner les enseignements des différentes matières et les utiliser davantage comme outil de parfaite maîtrise de ces fondamentaux «

3 Peser sur la culture ambiante pour que la société porte mieux les valeurs de la République, d'égalité et de fraternité qui ne peuvent s'épanouir sans un sens de l'effort retrouvé, afin que l'école puisse assumer son rôle de cohésion sociale dans une société française de plus en plus fracturée.